



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Le développement durable – une perspective pour
le XXI^e siècle, Sous la direction de Jean-Paul
Maréchal et Béatrice Quenault, 2005, Rennes,
Presses universitaires de Rennes, 422 pages

Bertrand Zuindeau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1718>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Bertrand Zuindeau, « Le développement durable – une perspective pour le XXI^e siècle, Sous la direction de Jean-Paul Maréchal et Béatrice Quenault, 2005, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 422 pages », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2005, mis en ligne le 25 janvier 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1718>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Le développement durable – une
perspective pour le XXI^e siècle, Sous
la direction de Jean-Paul Maréchal
et Béatrice Quenault, 2005, Rennes,
Presses universitaires de Rennes,
422 pages

Bertrand Zuindeau



- 1 Ce livre, composé d'une trentaine de contributions, est issu d'un colloque organisé en novembre 2003 par le Laboratoire d'Économie et de Sciences Sociales de Rennes (LESSOR), équipe de recherche de l'Université Rennes 2 Haute-Bretagne. L'objet en était « d'effectuer l'état des lieux du débat théorique concernant le développement durable et de dégager des pistes d'action pour une mise en œuvre tant au niveau des entreprises, des collectivités territoriales que des États » (p. 27). Les textes réunis et introduits par Jean-Paul Maréchal et Béatrice Quenault témoignent d'une importante variété d'objets traités (biodiversité, ressources halieutiques, énergie, agriculture, urbanisme, entreprise, « écologie industrielle », solidarité, fiscalité, emploi, démocratie...) et de regards disciplinaires (droit, économie, géographie, gestion, philosophie, sociologie...). Le livre est subdivisé en 6 parties : 1. Une notion et un programme, 2. Biosphère, 3. Villes et collectivités territoriales, 4. Entreprises et consommateurs, 5. Enjeux sociaux, 6. État, société civile et gouvernance mondiale ; l'ensemble étant encadré par une préface remarquable d'Henri Bartoli et une conclusion tout aussi percutante de René Passet. Des spécialistes notoires des différents thèmes traités ont participé à cet ouvrage collectif : Jean-Paul Deléage, Benjamin Dessus, Jean-Louis Laville, Bernard Perret, Dominique Bourg, pour n'en citer que quelques uns.
- 2 Avec une telle diversité de thèmes, de disciplines mobilisées, et en définitive de points de vue, il peut paraître difficile de dégager une ligne générale d'analyse. Pourtant, chapitre après chapitre, l'ouvrage délivre un message assez homogène. Somme toute, affleure une conception plutôt radicale du développement durable, critique des approches dites de « durabilité faible » et insistant sur les contradictions entre la logique économique dominante et l'éthique sous-jacente au développement durable.

- 3 En premier lieu, les auteurs mettent l'accent sur l'extrême gravité des enjeux. « Le XXI^e siècle s'annonce mal, s'exclament Maréchal et Quenault dans l'incipit de l'introduction générale. Loin d'engendrer une amélioration générale et durable des conditions de vie de tous, le capitalisme néolibéral qui domine aujourd'hui la planète constitue en effet un système où la création de richesse s'accompagne d'une multiplication des tragédies humaines et des catastrophes écologiques » (p. 25). Des expressions fortes telles que « mise en coupe réglée du monde », « course à l'abîme » laissent entendre que le développement durable n'est pas affaire de choix dans un paradigme donné, mais appelle à un changement de paradigme. Partant, sur un plan théorique, les tenants de l'approche de la soutenabilité faible, selon laquelle il serait possible de substituer biens matériels et environnement, s'attirent une volée de bois vert. Contre le principe de substituable, Maréchal et Quenault écrivent par exemple : « Toute véritable politique de développement durable exige (...) que le capital naturel, le capital humain et le capital social soient gérés selon des critères spécifiques, propres à leurs modes de fonctionnement et de reproduction respectifs » (p. 45). De façon tout à fait intéressante, et originale dans la littérature française sur le développement durable, Jean-Paul Maréchal prolonge cette idée, dans son propre chapitre intitulé « De la religion de la croissance à l'exigence de développement durable », en s'appuyant sur la théorie des « sphères de justice » de Michaël Walzer. La structure inégalitaire dans un domaine, par exemple l'argent, ne doit pas déterminer les inégalités dans un autre domaine : « le fait d'être riche ne doit pas donner à une personne le droit d'être mieux soignée qu'un pauvre, d'acheter des décisions publiques ou encore de pouvoir envoyer ses enfants dans les meilleures écoles » (p. 48). Les différents « ordres » doivent être gérés, sinon séparément, en tout cas suivant des critères propres et en évitant la confusion.
- 4 L'enjeu principal du livre, cependant, n'est pas le débat académique et le rejet de la soutenabilité faible. Domine plutôt une critique forte du (néo)libéralisme économique et l'idée que « le développement durable ne saurait (...) être ramené au rang d'une simple notion susceptible de s'insérer sans problème dans le moule de l'économie dominante » (p. 50).
- 5 La conclusion de René Passet est sans ambages : « Néolibéralisme ou développement durable : il faut choisir » est-elle titrée. Et en quelques pages, l'auteur de *L'économie et le vivant*, dynamite l'idée qu'il pourrait y avoir compatibilité entre la logique de la mondialisation néo-libérale et la logique du développement durable : parce que à l'interdépendance, la mondialisation actuelle substitue la domination d'un groupe ; parce que à l'ouverture sur les sphères humaine et naturelle, elle substitue le repliement sur l'économie, lui-même phagocyté par la finance ; parce que, enfin, à l'ouverture sur les valeurs socioculturelles, elle substitue la prééminence du marché.
- 6 Précédemment, dans le cœur de l'ouvrage, d'autres contributions avaient aussi pointé les effets négatifs de la mondialisation sur les situations sociales et écologiques (par exemple le chapitre de Jean-Louis Laville) ou tenté de montrer l'aporie d'une « entreprise durable » et les limites de la responsabilité sociale et écologique des entreprises (chapitre de Patrick Gabriel, chapitre de Philippe Robert-Demontrond et de Sandrine Bezaudin-Peric ou de nouveau celui de Laville, sceptique à l'encontre de « l'auto-régulation » des entreprises).
- 7 On notera, cependant, que les différentes contributions prennent leurs distances vis-à-vis du courant de la « décroissance ». Laville – encore lui – voit dans l'exhortation à la décroissance une « prophétie sans ancrage social » (p. 331), tandis que Jean-Paul Deléage

estime qu'un monde « dont près de la moitié de la population subsiste à la limite de la survie (...) ne peut comprendre ni les slogans abstraits hostiles au développement ni les appels à la 'décroissance' » (p. 85).

- 8 En définitive, alors que l'objet du colloque était de « dégager des pistes d'action pour une mise en œuvre tant au niveau des entreprises, des collectivités territoriales que des États », paraissant ainsi adopter une conception plutôt « technicienne » du développement durable, c'est plutôt une posture critique qui est privilégiée. C'est d'ailleurs là l'un des intérêts majeurs du livre. Quand l'ensemble des rapports internationaux convergent pour reconnaître l'aggravation des problèmes sociaux et écologiques, alors même que la notion de développement durable se diffuse depuis près de vingt ans, on peut désormais admettre qu'une telle vision technicienne de la notion est tout à fait insuffisante. Il faut convenir que l'éthique du développement durable achoppe sur la logique économique dominante et surtout il revient au chercheur de faire l'analyse de ces éléments de contradiction. Cet exercice est encore trop peu réalisé. Le grand mérite de l'ouvrage dirigé par Maréchal et Quenault est d'avoir entamé un tel travail et ouvert des pistes précieuses pour des réflexions ultérieures.
-

INDEX

Mots-clés : développement durable